**A. IDENTIFICATION**

|  |
| --- |
| Civilité: **Nom patronymique** :   HUGON Nom usuel :Prénom : **Christine**Date de naissance :  07/12/1962 Grade : Professeur, 1re classeEtablissement d’affectation : Université de Montpellier I**Section de CNU : 01**  Unité de recherche d’appartenance :  Laboratoire de droit privé   |

**B. ACTIVITE POUR LA PERIODE DE REFERENCE (2008-2011)**

**1. Publications et production scientifique**

***Notes d’arrêts :***

1. Cass. 1re civ., 14 nov. 2012, n°11-24320 et n°11-24576 ; 31 oct. 2012, n°11-12894 et 26 sept. 2012, n°11-12890, Revue de droit animalier, 2012, n°2, p.43.
2. Cass. 1re civ., 17 oct. 2012, n11-10577, Revue de droit animalier, 2012, n°2, p.45.
3. Cass. Com. 2 oct.2012, n°11-22387, La caducité n’est pas encourue lorsque la dénonciation de la saisie-attribution a été faite au débiteur dans les huit jours précédant sa liquidation, Bull. Joly, Entreprises en difficulté, 2012, n°6, p.377.
4. Cass. 2ème  civ., 7 juin 2012, Procurations et acte notarié, sept espèces, Gaz. Pal. 2012, n°179-180, p. 13
5. Cons. Const. 27 janvier 2012, n°2011-213, Suspension automatique des poursuites dont bénéficient les rapatriés installés dans une profession non salariée : un point final en ligne de mire ! Bull. Joly, Entreprises en difficulté, 2012, n°4, p.217.
6. Cass., Com., 27 mars 2012, n°11-18585, L’effet attributif de la saisie-vente ! Gaz. Pal., 2012, n°312-313, p. 19.
7. Cass. 2ème civ., 8 déc. 2011, La caducité n’est pas encourue lorsque la dénonciation de la saisie attribution a été faite au débiteur encore in bonis, Bull. Joly, Entreprises en difficulté, 2012, n°2, p. 90
8. Cass. Com. 4 oct. 2011, Contentieux du divorce et droit du brevet, contribution à la chronique de droit civil des affaires du laboratoire de droit privé, Gaz. Palais, 2012, n° 1-5, p.13
9. Cass. 3ème civ., 31 mai 2011, n°10-17156 ; 25 oct. 2011, n°10-25870 ; 5 janv. 2012, n°10-947, Quelques aspects du contentieux de la requalification en bail rural des baux portant sur des installations équestres, Revue de droit animalier, 2011, n°2, p. 57
10. CA Bastia, 16 avril 2011, n°RG 10-00051, Convention tacite et achat d’un équidé en vue de randonnées, Revue de droit animalier, 2011, n°2, p.63
11. Cass. Com. QPC, 11 mars 2011, Question prioritaire de constitutionnalité, la Cour de cassation filtre efficacement, Bull. Joly, Entreprises en difficulté, 2011, n°5, p.319.
12. CA Caen, 4 nov. 2010, La cour d’appel de Caen entre en résistance et persiste à utiliser la clôture pour insuffisance d’actif comme un accélérateur de procédure, Bull. Joly, Entreprises en difficulté, 2011, n°2, p. 116
13. Cass. com., 26 janvier 2010, Le rejet de la demande d’ouverture d’une procédure collective peut anéantir son effet interruptif de prescription, Bull. Joly, Entreprises en difficulté, 2011, n°1, p. 41
14. Cass. 2ème civ. 3 juin 2010, n°09-13526, Revue de droit animalier, 2011, n°1, p.66
15. Cass. 1re civ. 30 sept. 2010, n°09-69530, Revue de droit animalier, 2011, n°1, p.62
16. Cass. civ. 1, 8 oct. 2009, La force probante de la carte de propriétaire, Revue de droit animalier, 2010, n°1, p. 59
17. Cass. 1re civ. 6 mai 2010, La saisie-contrefaçon tiraillée entre ses juges, JCP-E 2010
18. Cass. civ. 1, 19 nov. 2009, Les dérogations tacites à l’application de la garantie légale du code rural en matière de vente d’équidés, Revue de droit animalier, 2010, n°1, p.63
19. C-EDH, Thaleia Karydi Axte c. Grèce, 5 nov. 2008, Le souffle de la Convention européenne sur la saisie immobilière : zéphyr ou tramontane ? Dalloz 2010, p.860
20. Cass. civ. 13 mai 2009 et 24 juin 2009, A propos du caractère agricole du gardiennage d’équidés, Revue semestrielle de droit animalier, n°2, 2009, http://www.unilim.fr/omij/telechargements/contenus/59\_RSDA\_2-2009.pdf
21. CA Bourges, 10 juillet 2008, L’application du Code de la consommation aux ventes d’équidés, Revue semestrielle de droit animalier, n°1, 2009, http://www.unilim.fr/omij/rubriques/index.php?rubrique=42
22. Cass. civ. 1re, 2 avril 2009, *Revue Droit et procédures* 2009, n°4, J. 43, p. 229
23. Cass. com., 8 juillet 2008, *Revue Droit et procédures*, 2009, n°1, J. 07, p. 37.
24. Cass. com., 26 mars 2008, *Revue Droit et procédures*, 2008, n°5, J. 48, p. 275.
25. Cass. civ. 1re, 19 juin 2008, *JCP-G* 2008, II, 10171
26. Cass. civ. 1re, 8 avril 2008, Areva c. Greenpeace, suite et fin !, *JCP-G* 2008, II, 10106
27. Cass. com. 29 janv. 2008, *Revue Droit et procédures*, 2008, n°3, J. 31, p. 162 ;

***Chroniques et contributions publiées***

1. **De la propriété intellectuelle à la saisie-contrefaçon,** communication lors des Institutes organisées le 28 septembre 2012, par l’Ecole nationale de procédure sur le thèse de la saisie-contrefaçon, parution en cours dans la revue Droit et procédures
2. **La motivation des lois,** publication des actes du colloque organisé par le laboratoire de droit privé, Revue Lamy Droit civil 2012, p.65.
3. **Le titre exécutoire européen à la lumière de la Convention européenne des droits de l’homme,** contribution à l’ouvrage collectif **La justice civile européenne en marche** sous la direction de M. Douchy-Oudot et E. Guinchard, Dalloz, 2012, p. 133.
4. **Le nouvel article 22-2 de la loi du 9 juillet 19991 portant réforme des procédures civiles d’exécution ou la mise en place d’un droit de gage général à géométrie variable,** Bull. Joly, Entreprises en difficulté, 2011, n°5, p. 354
5. **Présentation de la réforme du droit de la consommation – approche de droit interne, présentation introductive de la loi 2010-737 du 1er juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation,** Revue de droit bancaire et financier, 2011, n°5, p.64
6. **Les déontologies des professions du droit : quel avenir**?, Rapport introductif au Colloque des IEJ, Droit et Patrimoine, 2010, n°195
7. **« La directive 1999/99/CE sur un cadre communautaire pour les signatures électroniques »,** Revue Lamy droit de l’immatériel 2009, n°52, supplément**.**

1. **« Régulation et class action : outil de régulation des dommages causés par les accidents sériels (produits, médicaments, etc…),** Annales de la régulation, Vol. 2 (2009), Bibliothèque de l’Institut de Recherche juridique de la Sorbonne, sous la direction de T. Revet et de L. Vidal, p. 219.
2. « **La radiation du rôle sanctionnant l’inexécution d’une décision de première instance** », *Gazette du Palais,* 2008, n°277 à 278, p. 39.
3. « **La loi n°2007-1544 du 29 octobre 2007 de lutte contre la contrefaçon** », *Droit et procédure*, 2008, p. 4.

Ouvrages collectifs

 Le droit à l’exécution des décisions de justice in Droits et libertés fondamentaux, sous la direction des Prs. R. Cabrillac, M.-A. Frison-Roche et T. Revet, Dalloz, 18ème éd. 2012

 Vocabulaire juridique, sous la direction du Pr. R. Cabrillac

Contributions n’ayant pas données lieu à publication (Médiation)

**2. Encadrement doctoral et scientifique**

- *uniquement des informations complémentaires à celles renseignées dans le dossier de candidature*

Uniquement des thèses en cours dont une à l’Université de Perpignan

Mme BOUMAZA prépare sous ma direction, une thèse financée par une fondation, sur les aspects juridiques de l’utilisation des robots dans l’assistance aux personnes. Le financement étalé sur trois années, prendra fin en 2013 et la thèse devrait normalement être en état d’être soutenue à cette date.

Monsieur BEKALE, actuellement ATER à l’Université de Perpignan achève une thèse sur la concurrence déloyale à l’épreuve d’Internet, celle-ci devrait être soutenue fin 2012

Mme MINATA, prépare en co-tutelle avec un professeur Sénégalais, une thèse de droit comparé sur l’encadrement juridique du commerce électronique. Elle devrait pouvoir être soutenue, sauf contretemps, en 2013

**3. Rayonnement**

En tant que co-directrice du laboratoire de droit privé, je participe à l’organisation de programmes de recherche destinés à mettre en lumière les compétences et le dynamisme de nos chercheurs. L’attribution au laboratoire de droit privé de la note A par l’AERES a encouragé notre équipe à poursuivre dans la voie de l’excellence.

J’ai aussi en tant que co-directrice de ce laboratoire, initiée notre participation au projet de Labex élaboré sur le thème « Entreprendre » et je co-dirige la chaire d’excellence « Prévention et traitement des difficultés des entreprises » avec le Pr. F. PEROCHON

Parallèlement, j’essaie de prendre part à des colloques internationaux, de favoriser les thèmes de recherche impliquant une dimension européenne et lorsque cela est possible d’intervenir en anglais ou en espagnol. En voici, quelques exemples :

**El lugar de la oralidad en el derecho civil francés,** contribution à la 5ème école Michel Foucault, organisée sur le thème « Oralidada : Memorias, relatos y textos », contribution présentée en français le 10 mai 2011 à l’université du Chili (Santiago) et en castillan le 13 mai à l’Université australe (Valdivia), publication en cours

**La réforme des professions judiciaires en France,** conférence organisée par le barreau de Buenos Aires (Argentine) en octobre 2011, en français.

 **Le Point de vue du droit européen, in** La déontologie, approche professionnelle, Montpellier, décembre 2010

**La protection des droits de la personnalité par le juge,** contribution présentée lors de l’ International Forum of Civil Law - Legal protection of Personality Rights : Historical Foundation, Contempory Development and Challenges, Shanghai, 14-16 octobre 2010

**« La directive 1999/93/CE sur un cadre communautaire pour les signatures électroniques» in** « La preuve des actes juridiques électroniques privés – mosaïque des droits européens ou trait d’union ? », Colloque Université de Lille, 28 mai 2009

**« La parole de l’enfant et ses limites** », contribution présentée lors des rencontres juridiques Montpellier-Sherbrooke « La parole et le droit », Faculté de droit de Montpellier, le 24 juin 2008, publié en 2009.

**4. Responsabilités scientifiques**

Co-directrice, avec le Pr. Ch. ALBIGES, du laboratoire de droit privé de l’Université de Montpellier I

Co-directrice avec le Pr. F. PEROCHON, de la chaire d’excellence « Prévention et traitement des difficultés des entreprises » au sein du Labex « Entreprendre »

Titulaire de la chronique « Contrats spéciaux » au sein de la revue de droit animalier

Responsable TICE de la faculté de droit

**C. INFORMATIONS SIGNIFICATIVES SUR LE DEROULEMENT DE LA CARRIERE**

***Ne mentionner que les informations importantes et significatives ainsi que tous autres renseignements utiles pour apprécier l’activité scientifique ou toute situation particulière (mobilité géographique, thématique….)***

Bien qu’ayant rédigée une thèse dans le domaine de la propriété intellectuelle, j’ai accepté dans les années 1995 des enseignements en procédure à l’Université de Montpellier qui, à l’époque, ne disposait plus de spécialiste en ce domaine. Ceci m’a conduit à créer notamment un DESS de droit des procédures, devenu depuis le master de droit du contentieux, et à répondre à des demandes de recherche dans ce nouveau domaine de compétence.